

L'OUVRIER



MÉTALLURGISTE

organe mensuel

de la fédération française des syndicats de la métallurgie
et parties similaires (C.F.T.C.)

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges — PARIS (9°)

A la loi du nombre,
brutale et aveugle.
Substituons celle de
la compétence
génératrice de Progrès

Contrôle ouvrier et Formation Syndicale

Le débat qui vient de s'instituer à la Chambre des Députés sur l'échelle mobile des salaires, a attiré l'attention sur une question capitale : celle du contrôle ouvrier sur la marche et la gestion des entreprises.

Les communistes acceptaient une échelle mobile conditionnelle, son application dépendait, en effet, de la preuve rapportée par le patron devant une Commission de contrôle ou devaient siéger des représentants des salariés, de l'impossibilité économique où il se trouvait de consentir à un rajustement des salaires.

Le Président du Conseil s'opposa à cette disposition avec une extrême énergie, sans donner d'ailleurs de motifs bien précis à cette opposition. Le « contrôle ouvrier » lui est apparu, semble-t-il, comme une main mise des salariés sur la marche de l'affaire, comme une atteinte au droit de propriété et à la liberté patronale.

Le « contrôle ouvrier » n'est cependant point par lui-même une institution révolutionnaire. C'est même une formule moins absolue que la « participation à la gestion ».

Un contrôle s'exerce du dehors, à intervalles plus ou moins réguliers. On pourrait, il est vrai, objecter qu'il est pour cette raison plus dangereux ce que, seule, l'expérience pourrait démontrer.

L'argument tiré de la nécessité de faire, dans ce cas, participer les salariés aux pertes nous a toujours paru sans objet. La crise économique a démontré, en effet, que l'ouvrier était la première victime d'une déconfiture dont il n'était nullement responsable et qu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher. **Il est même permis de penser qu'un contrôle ouvrier efficace et sérieux aurait pour effet d'empêcher beaucoup d'opérations aventureuses.**

Au demeurant, le contrôle ouvrier n'a jamais été dans la tradition révolutionnaire, encore moins la participation à la gestion qui équivaut à un pacte conclu avec le capital et est bien le contraire d'un procédé de lutte de classes. Qui plus est, en fait, **le contrôle ouvrier n'est pas un vain mot.** La grève et la convention collective fournissent à la classe ouvrière de puissants moyens d'investigation économique. La vraie question est de savoir si elle est capable de s'en servir et nous voici ramenés au problème fondamental de la formation ouvrière.

Pendant bien longtemps cette formation apparut inutile, voire même dangereuse, aux tenants de la lutte des classes. Dans cette perspective, il s'agit, avant tout, d'abattre un adversaire, un obstacle ; on verra ensuite à régler l'exercice du pouvoir économique par le prolétariat.

Mais avec le rôle de plus en plus actif et prépondérant joué par celui-ci les préoccupations changeront, les « plans » apparurent, on s'aperçut que l'avènement au pouvoir des masses ni ne faisait disparaître, ni ne résolvait les problèmes économiques. En régime collectiviste, il y aurait un problème de la production et de la balance commerciale et, **si le salaire ne peut être supprimé, un problème des prix.**

A beaucoup d'égards la formation ouvrière est un acte plus révolutionnaire que la grève générale, elle permet aux salariés de discuter à armes égales avec le patronat, de parler la même langue que lui, de l'obliger à révéler et à tirer au grand jour de la critique, les éléments de sa « puissance » économique. De telle sorte que la valeur propre d'une organisation syndicale tend de plus en plus à dépendre de la formation technique de ses militants ; au point même de faire passer, en fait, le nombre de ses adhérents au second plan.

N'est-ce pas là un des meilleurs moyens de défendre la liberté syndicale ?

Les syndiqués chrétiens possèdent l'immense avantage d'avoir une doctrine complète et cohérente. Où trouver une réponse comparable à la leur sur les problèmes de l'homme et du travail ?

Qui, mieux qu'eux, peut réaliser cette synthèse nécessaire entre les aspirations vers le transcendant, vers une justice parfaite et la valeur relative et incomplète des biens et des choses de ce monde, nécessaires et irremplaçables cependant, mais pour monter plus haut ?

N'oublions pas qu'entre les principes de morale sociale et les enseignements des grandes encyclopedies d'une part et la revendication immédiate et au jour le jour d'autre part, **il existe un immense domaine sociologique, juridique et économique que les militants syndicalistes ne peuvent plus ignorer. C'est une question de vie ou de mort pour le mouvement ouvrier et, étant donné le rôle joué par celui-ci dans la Nation, pour le Pays tout entier.**

CLAUDE LEBLOND.

LOUIS BLAIN

Les deuils accablent en peu de temps le Syndicalisme Chrétien, et voici un autre vice-président de la C.F.T.C. qui va recevoir dans l'Eternité la récompense promise aux ouvriers du Christ.

Des funérailles grandioses, présidées par un Cardinal et auxquelles assistait toute la population ouvrière, des dirigeants de la C.G.T., des membres des organisations syndicales chrétiennes de Belgique, de Hollande, etc., telles furent les obsèques de Louis Blain. Notre Fédération avait tenu à se faire représenter par un de ses vice-présidents, notre ami Lucien

Léonard.

« Louis Blain n'est plus », nous dit Charlemagne Broutin, dans le numéro du « Nord Social », du 27 février, le Secrétaire général de la Fédération du Textile laisse une œuvre magnifiquement commencée ; à ses continuateurs de la poursuivre en s'inspirant de son exemple.

« L'Ouvrier Métallurgiste » adresse à Mme Blain et à ses enfants l'expression de ses plus profondes condoléances et s'associe au deuil qui frappe plus particulièrement la grande famille syndicale du Nord.

L'UNITÉ ?

COMMUNISME
ET SYNDICALISME

Lors des événements de juin 1936, le Parti Communiste, méthodiquement organisé avec ses cellules dans les entreprises ; ce sont les dirigeants de celles-ci qui prirent immédiatement la direction du mouvement. De plus, tous les communistes occupant une fonction furent mobilisés pour les grèves : députés, conseillers généraux et d'arrondissement, conseillers municipaux, dirigeants de rayons. Nous nous sommes trouvés en face de gens qui avaient été éduqués, préparés, sachant parler aux ouvriers un langage opportunément adapté et possédant la technique de la grève.

Les communistes bénéficièrent alors de la confiance de l'immense majorité des ouvriers et cela pour plusieurs raisons : on les trouvait plus réalistes que les socialistes jugés trop doctrinaires, ils étaient organisés, possédaient un puissant journal, faisaient figure de chefs ; comme ils ne se jugeaient pas assez nombreux pour occuper toutes les places, ils poussèrent en avant de simples militants qu'ils dotèrent de postes en vue, prêts à les désavouer ou à les remplacer, se réservant pour eux les leviers de commande (secrétaire de section d'usine, secrétaire de section locale).

Par la suite, ils firent pression sur les membres des comités d'usines, sur les délégués du personnel et, ceux-ci, étaient contraints d'adhérer au Parti ou se démettre de leur fonction.

(Lire la suite en 2^e page.)

FIN DE JOURNÉE...

Sais-tu, mon ami, la satisfaction que nous donnent tes témoignages ? Lorsque tu nous fais savoir que notre pauvre tâche irrégulièrement mensuelle t'a plu, quand tu t'inquiètes des retards malheureux, comme si tu craignais que ton journal ne vienne plus te visiter, c'est toi qui témoignes que nous avons raison de continuer.

Car tu t'intéresses à ton journal. L'« Ouvrier Métallurgiste » c'est ta chose. C'est écrit pour toi, rien que pour toi de la première à la dernière de ses quatre pages, de la première à la dernière de ses lignes.

Tu y retrouves des sujets qui t'intéressent que toi « métalliste » mon ami, mon frère. Tu y recherches une documentation « spécialisée » en quelque sorte. Pas d'articles savants, pas de ces mots « nobles » qui semblent faits pour d'autres, mais un style que tu connais bien parce qu'il est ton style... et qu'il va droit au cœur.

C'est si simple, ce qui s'écrit en nos quatre pages, que toi, mon ami, ou toi mon autre ami, ou toi frère plus proche ou plus lointain d'une même corporation, pourriez y trouver votre place, tout bonnement, sans injuste humiliation.

« Mais vous pouvez tous, ceux de Paris et ceux d'ailleurs, y trouver cette place que vous n'osez peut-être point solliciter. »

« Mais vous devez y trouver cette place parmi les colonnes de « votre » journal. »

« Mais elle vous est réservée votre place. La rubrique « Vie Syndicale » est faite pour vous tous. C'est votre coin et pour notre part, nous serions heureux, d'y lire plus souvent les comptes rendus de vos diverses activités locales. »

Et puis cela aurait un autre avantage.

Chaque syndicat, dans sa province, dans sa région lutte avec courage contre les forces mauvaises. Il marche souvent en aveugle, sans savoir si son action s'unit à d'autres actions concordantes.

(Voir la suite page 2)

Les Syndicats Libres dans les arbitrages de la Métallurgie du Nord

Après la grève qui, pendant sept semaines, avait opposé, fin 1936 et début 1937, une partie des métallurgistes du Nord à leurs patrons, la paix sociale, avec la signature des dernières conventions collectives et les divers arbitrages accordant un rajustement des salaires, semblait être revenue dans une région où la fréquence des conflits du travail était particulièrement pénible.

Mais voici novembre 1937, avec la publication de l'indice départemental du coût de la vie ; celui-ci accusant une hausse de 11,285 p. 100, va tout remettre en cause.

Employés, ouvriers C. F. T. C. et C. G. T. saisissent leurs Chambres Syndicales Patronales d'une demande de rajustement de leurs appointements et salaires ; la réponse étant négative, c'est la procédure de conciliation et d'arbitrage qui

maintien des avantages acquis, gravement compromis par la hausse exagérée du coût de la vie.

Reclamation démagogique, allons donc ! Nombre de foyers et, plus particulièrement ceux chargés d'enfants, sont contraints à des restrictions alimentaires.

Les procès-verbaux de non accord sont signés et le surarbitre est nommé. Celui-ci entend les parties contradictoirement, au cours d'une importante réunion, le 25 janvier 1938. L'intransigeance patronale subsiste malgré l'absence de chômage et la situation de leurs industries particulièrement privilégiées avec les travaux intéressant la défense nationale.

Les Syndicats Libres démontrent, avec chiffres à l'appui, la gêne dans laquelle se trouvent les familles. Du budget type qu'ils ont

les foyers chargés d'enfants ; il augmente avec le nombre de bouches à nourrir, provoquant la misère avec son cortège de maux engendrés par les révoltantes restrictions alimentaires, face à l'abondance de biens que tendent à accroître de plus en plus les progrès de la technique.

Enfin, après deux mois et demi de discussions et de négociations les sentences surarbitrales sont rendues pour chacun des centres intéressés.

Les chiffres de rajustement, hélas ! sont une déception pour les ouvriers ; des protestations s'élèvent, des menaces de grèves se font jour ; nos camarades des Syndicats libres, tout en se déclarant respectueux de la légalité, n'entendent cependant pas en être victimes.



La Délégation des Syndicats Libres à sa sortie de l'Hôtel Matignon où elle vient d'exposer son point de vue sur les conséquences des sentences de M. Suquet. De gauche à droite : R. Brulant de Denain ; J. Botton, arbitre ouvrier ; A. Villame, de Maubeuge ; J. Pères, Secrétaire délégué de la Fédération de la Métallurgie ; G. Levard, Secrétaire de la Fédération des Employés ; J. Brodier, de Valenciennes ; Charles Moreau, de Lille, et L. Denize, de Douai.

entre en jeu. Les deux organisations ouvrières précitées nomment leurs arbitres, les patrons nomment les leurs et l'affaire suit son cours ; les discussions entre ceux-ci ne donnent aucun résultat. Comment en serait-il autrement ? La consigne patronale est formelle : « Pas un sou de plus ; il faut arrêter la course des salaires et des prix ; les ouvriers doivent comprendre qu'un sacrifice nécessaire de leur part s'impose pour briser le cercle infernal (sic) ».

La réponse ouvrière, fort simple cependant, se résumait à ceci : établi, le minimum vital est à peine requis. Qu'on en juge : une famille de quatre personnes ne devrait pas dépenser plus de 3 fr. 80 pour chacun des principaux repas, par unité, se contenter d'un complet tous les deux ans et d'un pardessus tous les cinq ans.

Depuis, en considérant les salaires payés et malgré les allocations familiales, 20 p. 100 d'ouvriers manœuvres et de petits employés ne peuvent atteindre ce minimum et enregistrent un déficit mensuel de 300 à 500 francs. Ce déficit est rendu encore plus sensible pour

Les délégués des Syndicats Libres en appellent au Gouvernement

Le lundi 14, ils sont reçus à la Présidence du Conseil et font part aux Pouvoirs Publics de l'émotion des ouvriers ; ils montrent l'insuffisance des rajustements et insistent sur la nécessité d'un examen objectif de la situation présente. Il importe, disent-ils, de reconsidérer le problème des salaires par rap-

(Suite page 2)

NOS TACHES SYNDICALES

LES ELECTIONS PRUD'HOMALES

Combien de fois, au cours de votre vie de travail, n'avez-vous pas entendu vos camarades prononcer : « Je vais au Prud'homme ».

Depuis 18 mois, cela est chose courante, et l'on peut dire que l'ensemble des travailleurs est au courant de cette jurisprudence qui a à connaître des conflits individuels du travail.

Mais il n'en a pas toujours été de même. Il fut un temps où, nombreux étaient ceux qui ignoraient tout ou partie de cette forme de tribunal.

« Qu'est-ce cela ? », disaient-ils.

C'est, non pas un tribunal, mais un conseil formé, à égale partie de patrons et d'ouvriers, présidé tour à tour par un patron et un ouvrier. Devant lui est portée toute contestation née à l'occasion du travail : non paiement des salaires, retenue injustifiée, congédiement arbitraire, contestation dans l'attribution des congés payés et, d'une

manière générale, toute contravention aux lois, règlements et conventions en vigueur, formant le Code du Travail.

Nous n'avons pas la place ici de nous étendre sur la manière de poursuivre une action devant ces Conseils. Nous en laissons le soin à vos syndicats qui pourront vous

conseiller utilement à l'occasion et au mieux de vos intérêts.

Notre but est tout autre. Nous avons le devoir d'insister près de vous pour montrer toute l'importance que l'on doit attacher à cette institution dont vous aurez peut-être à vous servir un jour.

Point n'est besoin de démagogues pour défendre les travailleurs, au contraire. Soyons convaincus que l'équité et la justice seules, feront plus pour eux, que de vains dis-

Agents de Maîtrise de la Métallurgie

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE,
Samedi 19 Mars 1938, à 14 heures 30,
28, place St-Georges, sous la Présidence de
Jean PÈRÈS
Secrétaire Confédéral adjoint,
Délégué de la Fédération de la Métallurgie

L'UNITÉ ?

(Suite de la page 1)

LA METHODE DEVAIT BIEN TOT
SUSCITER DES REACTIONS

C'est contre cette « colonisation » de la C.G.T. que les purs syndicalistes — les vrais de vrais — les anarcho-syndicalistes, les socialistes réagissent; d'abord, ils se contentent, puis, les uns fondent les cellules anarchistes, les autres les amicales socialistes. La parution de Syndicats permet alors le groupement spontané des opposants au communisme.

Les débuts de cette contre-offensive furent très durs, car les membres des amicales socialistes hostiles aux « nacos » (nationaux communistes) devaient repandre le nouveau journal. Dans certaines usines, il fallait se battre. Rien ne fut épargné: attaques perfides, menaces, journaux arrachés lorsqu'ils étaient apposés, interdiction formelle de diffuser. Les anarcho-syndicalistes s'emparèrent de l'affaire et comme ils étaient autrement mordants que les socialistes, prêts à user de la force, ils affichèrent le journal, montrèrent la garde à côté, forcèrent certains dirigeants communistes à lire les articles les plus suggestifs, c'est ainsi que leur journal fut peu à peu distribué et affiché; ils l'imposèrent par la force.

Les diverses tendances dans l'usine métallurgique à laquelle nous empruntons ces faits se composent comme suit:

Amicales socialistes, Anarchistes, Communistes.

Quant aux troskystes: ils sont difficiles à distinguer car les communistes nomment « troskystes » tous ceux qui sont opposés à la politique stalinienne, ce sont les anarcho-syndicalistes, les rédacteurs et diffuseurs de Syndicats, les socialistes de la Gauche Révolutionnaire (Marceau Pivert), les amis de Bergery...

L'anarchiste, comme on l'entend d'ordinaire, c'est-à-dire le destructeur, le ni Dieu, ni maître, l'antimilitariste se fait très rare. Ceux

que nous appelons « anarchistes » sont plutôt des extrémistes dégoutés par les staliniens et qui reviennent de la dictature de la masse du Proletariat.

Aux anarchistes s'adjoignent encore quelques éléments du groupement J.E.U.N.E.S. (mouvement inspiré des théories de Jacques DuBoin, mené par J. Nocher de l'« Œuvre »), ils veulent le triomphe de l'Economie sur le Politique dans le règne de l'abondance.

..

Les relations de ces divers groupements entre eux se concrétisent par d'officiels sourires de circonstance, mais, en dessous, ce sont des attaques haineuses.

Les arguments invoqués contre le Parti communiste se résument ainsi:

1° Le P.C. partout où il pénètre s'empare des leviers de commande;
2° Le P.C. n'accepte pas la contradiction;
3° Le P.C. mêle politique et syndicalisme (Croizat des Métaux et Semard des Cheminots adoptent des attitudes très différentes lorsqu'ils se trouvent dans des réunions publiques ou lorsqu'ils siègent à la Chambre, etc., etc.).

Enfin, on reproche au P.C. son opportunisme, sa dépendance vis-à-vis de Moscou, la main tendue, la politique militariste, etc.

Devant ce panier de crabes, les Syndiqués Chrétiens, à qui on fiche relativement la paix, pensent à part eux, combien se justifient leurs principes de liberté en faveur du pluralisme syndical, et souhaitent que la Classe Ouvrière, en regardant l'usage qui est fait du Syndicalisme, ne se détourne pas de la forme présente d'un organisme avec lequel elle peut, si elle sait le vouloir contre toute oppression, se libérer de toute tutelle et s'assurer une vie meilleure.

L'HOMME LIBRE.

Les syndicats Libres dans les
arbitrages de la métallurgie du Nord(Suite de la 1^{re} page.)

port au coût de la vie qui augmente à chaque publication d'indices en réduisant le standard de vie des travailleurs.

Décidés à défendre les intérêts ouvriers, nous avons demandé, comme nouvelle demande d'augmentation, présentée par nos camarades des Syndicats Libres aux Chambres Syndicales Patronales, le 16 février 1938, cependant qu'au même moment intervenait la sentence de M. Galliot étendant aux collaborateurs les avantages accordés aux ouvriers par M. Suquet.

Le 18, la Commission de conciliation, réunie à la Préfecture du Nord, sous la présidence de M. Denis, inspecteur du Travail, n'ayant pu aboutir à une entente entre les parties, un protocole d'arbitrage est signé; patrons et ouvriers nomment leurs arbitres, lesquels ne peuvent pas se mettre d'accord; « il n'y a pas lieu à arbitrage », la demande n'est pas recevable et non fondée en droit », disent les représentants patronaux; les procès-verbaux de non accord sont établis. La Présidence du Conseil, en possession du dossier, désigne un nouveau surarbitre.

Pour faciliter sa tâche, la Préfecture du Nord publie un indice officiel du coût de la vie accusant une hausse de 2,97 p. 100.

..

Vers une nouvelle sentence

C'est M. Schneider, ingénieur en chef des Mines à Béthune, qui a la délicate mission de dénouer une situation particulièrement difficile. Sans perdre un seul instant, une heure après sa désignation, il convoque télégraphiquement chacun des arbitres dans son cabinet et, après avoir été saisi du différend par les intéressés eux-mêmes, il les réunit en séance plénière.

Au début de celle-ci, après avoir demandé à chacun de l'aider dans l'œuvre d'apaisement qu'il s'efforce de réaliser, il souligne la gravité de la situation et la nécessité d'assurer une marche normale des entreprises mises en cause et dont la production est absorbée par les besoins de la défense nationale.

M. Schneider tente ensuite une conciliation; les arbitres ouvriers et collaborateurs soulignent qu'ils n'ont jamais souhaité d'autre solution et sont prêts à une discussion amiable. Les arbitres patronaux, par contre, maintiennent leurs positions, se refusant à prendre en considération la demande des travailleurs que, disent-ils, rien ne justifie. Il ne reste plus alors au surarbitre qu'à entendre contradictoirement les parties; l'exposé des thèses appuyé par des arguments de part et d'autre, ne durera pas moins de quatre heures; s'estimant alors suffisamment informé, le surarbitre lève la séance après avoir indiqué qu'il rendra sa sentence dans les 24 heures.

Les délégations patronales et ouvrières qui s'impatientaient dans des salles voisines, accueillirent avec satisfaction leurs représentants pour connaître les résultats d'une aussi longue délibération.

Le dénouement étant proche, chacun attend sans trop d'impatience la journée du lendemain, samedi 26 février, pour connaître dans quels termes sera rendue la sentence.

ce. Enfin, voici les chiffres: 0 fr. 27 de l'heure pour les ouvriers et 0 fr. 10 pour les ouvrières. Acceptés comme un moindre mal, ils n'en laissent pas moins subsister un décalage important avec le salaire initial des conventions collectives qui se trouve réduit, par le jeu des rajustements de quelque 10 p. 100.

Conclusion

Si le record de la rapidité a été battu en matière de procédure, puisque celle-ci a duré tout juste dix jours, l'action ouvrière n'y a pas été étrangère: aidée par la loi sur la conciliation et l'arbitrage, les organisations syndicales ont réussi à obtenir une augmentation partielle des salaires sans employer le moyen extrême de la grève.

Si des difficultés subsistent, un progrès important a cependant été accompli avec la loi en matière de règlement des conflits. Sans elle, les travailleurs se seraient vus, par suite du refus systématique opposé à leurs revendications, contraints d'user de la seule arme restant à leur disposition: le refus collectif de travailler dans des conditions ne leur assurant pas un minimum de bien-être auquel légitimement ils peuvent prétendre; les ouvriers du Nord auraient connu de nouveaux les jours cruels de 1935 où à Louvroil et à Trith-St-Léger, ils avaient dû soutenir une longue grève pour défendre leurs maigres salaires menacés. Si l'on compare les résultats alors obtenus, ceux-ci marquent un avantage considérable en faveur de la conciliation et de l'arbitrage, malgré toutes les critiques qui peuvent leur être adressées.

Notre action ouvrière
et familiale

Nos camarades des Syndicats Libres ont pu faire entendre leurs voix familiales et plaider la cause de la grande méconnue qu'est la Famille. Si les résultats sont disproportionnés au travail qu'ils ont accompli, ils enregistrent néanmoins certaines satisfactions, ainsi qu'en témoignent les considérants des sentences; grâce à leur action, les allocations familiales sont augmentées et le principe de l'épouse au foyer est retenu et sanctionné par une prime supplémentaire.

Leur présence dans les débats qui se sont déroulés a très efficacement renforcé l'autorité ouvrière car, soucieux de leurs responsabilités, ils ont toujours marqué avec leur désir de paix sociale, leur volonté d'améliorer le bien-être des travailleurs par une participation effective de ceux-ci aux progrès techniques appliqués sous ses diverses formes; ils ont, en outre, montré ce que peut obtenir pour le développement de la démocratie syndicale l'importante minorité qu'ils représentent et fait entendre la voix du Syndicalisme Chrétien dans des circonstances qui, tout en rendant son action difficile et délicate, n'en ont pas moins montré l'opportunité. Ces efforts qu'ils ont accomplis s'étendront à l'ensemble de notre mouvement. Nous avons donc le devoir de n'en pas laisser perdre la moindre parcelle; travaillons donc chacun dans nos localités, à l'exemple de nos camarades du Nord, auxquels nous pouvons dire un très cordial MERCI!

Jacques MARIE.

FIN DE
JOURNÉE...

Alors il est des soirs où la fatigue est grande, de connaître avec amour de soi, cette oscillante impression de vide.

A ne pas savoir ce qu'ailleurs on fait, on est tenté de croire qu'on est seul, « ici » à batailler pour la défense de droits qui sont, à plus d'un titre, éternels.

J'imagine le syndicaliste de province qui ne sait rien de ce qui se passe autre part, isolé dans sa tâche, marchant en aveugle avec peut-être en lui, la tristesse de connaître qu'il est seul à marcher.

Seul avec les quelques camarades de chez lui.

Nul bulletin de victoire, nul bilan de succès des équipes vaincues ne leur parvient. Ils ne connaissent que leur activité et sont tentés de juger que, bornés à leur région, elle ne peut rien ou si peu.

Mais eux-mêmes, sentent-ils, qu'ailleurs aussi on ignore ce qu'ils font, les combats qu'ils mènent, les succès qu'ils emportent, les leçons qu'ils tirent des échecs qu'ils essuient?

Mes amis, il est inévitable qu'entre chaque province proche ou plus lointaine, on connaisse mal les activités réciproques.

Mais votre journal est fait, précisément pour vous renseigner sur cette action régionale.

Que ceux du Nord sachent qu'ils travaillent ensemble avec ceux du Centre ou du Midi; que ceux-là n'ignorent point la tâche accomplie ailleurs.

En un mot que tous retrouvent en notre, en « leur » journal, ce bilan nécessaire de l'œuvre régionale dont le total constitue la plus belle, la plus utile des conquêtes.

Les uns, les autres, faites-vous cette charité de nous tenir au courant, réciproquement, de votre travail syndical.

Que chaque mois nous amène la moisson des provinces.

Que chaque mois, grâce à vous-mêmes, vous lisiez dans « L'Ouvrier Métallurgiste », sous votre propre plume ou bien sous celle de vos camarades, que le réseau syndical métallurgiste et chrétien coordonne ses efforts en vue du commun succès.

Nos amis de partout, confiez nous vos « communiqués », même si votre activité est si humble que vous n'osez point la publier. Il n'existe pas de petite propagande.

Mais la propagande, simplement.

Tout mérite d'être connu, car rien, chez nous, n'a le peu glorieux besoin d'être mis sous le boisseau.

Et puis êtes-vous, personnellement, si bon ou si mauvais juge de votre propre courage que vous jugiez hâtivement votre tâche mesquine et votre succès illusoire?

Il n'y a pas non plus de tâche mesquine ni de succès négligeable.

...Mon ami, mon frère ouvrier, fais à tes frères, à tes amis d'autre part la charité de leur dire qu'ils ne sont pas isolés dans le combat qu'ils mènent.

Dis-leur avec nous qu'en tel point de France, qu'en tel centre industriel, des ouvriers s'attachent à l'action commune, qu'ils croient, comme tu y crois, à leur labeur de syndicalistes comme tu crois au tien.

Que chacun, enfin, sache ce que tu fais et comment tu le fais.

Cela aussi, mon ami, mon frère, ressort des devoirs du syndicaliste chrétien.

LE COMPAGNON.

BIBLIOGRAPHIE
SYNDICALE

La C.F.T.C., soucieuse d'informer ses adhérents et de les guider dans le choix des publications qui peuvent efficacement aider leur action et répondre aux préoccupations du moment, met à la disposition de tous nos camarades les trois livres suivants. Connaissant mieux les questions à débater, nous pourrions parler avec plus d'autorité pour faire admettre notre point de vue et, ainsi, c'est notre cause qui avancera par une pénétration dans les esprits.

Pour montrer notre vitalité et l'autorité du Syndicalisme Chrétien sur le plan international, achetez « Vers l'Ordre Nouveau », programme de la Fédération Internationale des Syndicats Chrétiens, franco 8 fr. 50.

Pour une discussion pratique auprès des sympathisants et pour les préparer au Syndicalisme, achetez « La Question Sociale », par Duperray, Franco 13 fr.

Pour la défense de la démocratie syndicale il faut connaître les arguments décisifs de Jean Goury, dans « Monopole ou Pluralisme Syndical », 1 fr. 25 l'exemplaire franco.

Toutes ces brochures sont en vente au Secrétariat de la C.F.T.C., 28, place Saint-Georges, Paris (9^{me}), compte chèque postal Paris 283-24.

LA PRESSE
CORPS DE PÉCHÉ (1)

Dans la coulisse...

La noble chose que serait la presse si elle assumait tout entier le rôle d'éducatrice des foules pour laquelle il semble logiquement qu'elle fut créée.

Dirigée, rédigée, administrée par des hommes et des équipes d'hommes conscients du devoir qu'on attend d'eux, elle aurait en elle-même des dons superbes d'apaisement et d'union.

Libre — car il faut qu'elle soit libre — elle a le pouvoir de rendre au pays la sérénité qu'il ne connaît plus depuis longtemps. Par elle, les esprits peuvent s'orienter vers des problèmes différents que ceux qu'on leur impose chaque jour et les regards, se tournant vers des paysages limpides au lieu de s'effrayer sur les piètres décors de laideurs innombrables.

La presse — il ne faut pas hésiter à le publier — peut sauver ceux qui la suivent comme elle peut, aussi bien, les perdre.

Le malheur, est qu'elle trouve plus « rémunérateur » de les mener vers de faux idéaux synonymes des plus profondes décadences.

Car la presse qui devrait être avant tout une affaire de conscience est dans de trop nombreux cas, et au-dessus de tout, une entreprise commerciale.

Un homme, un groupe disposent d'un capital qu'ils entendent « occuper » au mieux de leurs intérêts, ils passent en revue les différentes actualités susceptibles d'offrir une garantie appréciable.

Les millions disponibles pourraient aussi bien se transformer en une usine de produits chimiques, en des ateliers de filatures, en des raffineries, en des fabriques à grand rendement de meubles en tous genres, que sais-je?

Ils pourraient servir à la création d'une clinique modèle, d'un système nouveau de magasins, d'un bon marché, à l'achat d'immeubles locatifs, à tant d'autres activités...

Mais voilà que quelqu'un suggère la création d'un grand quotidien. Il met en avant des méthodes nouvelles de lancement publicitaire. Il se fait fort d'obtenir des collaborations sensationnelles. Bref, il convainc le cercle d'abord sceptique des financiers qui l'entourent.

Bref au fond d'un bureau d'affaires à l'imposant decorum, où grimpent aux murs des statistiques financières, l'idée d'un journal est née.

Le peuple attend... car il faut savoir le faire attendre. Les avenues et les boulevards se couvrent de panneaux immenses où l'on apprend que bientôt paraîtra...

Un immeuble se construit, des machines monstrueuses se reconstruisent dans des sous-sols cyclopaëens. Une rédaction nombreuse avec des noms célèbres en tête des principales rubriques est constituée; les équipes de travail sont à pied d'œuvre.

Le journal paraît. Titres, photographies, articles sensationnels, rien n'y manque pour attirer le public qu'il s'agit de conquérir. Jusqu'à maintenant l'œuvre est normale et pourrait devenir belle. Mais il est entendu que dès la naissance, la question se pose de la concurrence. Or, il faut gagner de l'argent. C'est le but primordial, c'est même le but unique.

Si le nouveau journal se permettrait tout de suite de démasquer des batteries dont il n'entend point le reste user, les lecteurs éventuels, effarouchés dès le commencement retourneraient à leurs habitudes.

Il s'agit, tout bonnement de gagner une clientèle aux dépens du ou des concurrents.

Il y en aura donc pour tout le monde dans les quelques dix feuilles nouvellement quotidiennes.

Le journal comptera parmi ses collaborateurs, un informateur religieux, dont les comptes rendus paraîtront prudemment résumés entre les détails les plus précis d'un drame de la jalousie et les secrets amoureux de telle vedette d'Hollywood. On trouvera un roman policier pour ceux qui aiment les aventures mystérieuses, la vie romancée de quelque courtisane célèbre à l'usage du fameux cochon qui sommeille dans le cœur des individus. Même on ne fera grâce à aucun lecteur d'aucune des photographies des récents prix de beauté.

Le journalisme est un métier, un métier souvent difficile, qui compte comme tant d'autres, un certain nombre de chômeurs. Qu'importe. On annonce aux lecteurs que tel artiste de music-hall devient aujourd'hui rédacteur quotidien du journal en question.

Après cela il ne reste plus aux malheureux journalistes en chômage qu'à monter sur les planches et à faire rire de leur misère.

Mais voilà que naissent des événements mondiaux d'un intérêt

majuscule. Le monde est divisé dans l'opinion qu'il se fait des événements, les lecteurs aussi. Qu'à cela ne tienne, on avantagera tout à tour, et même simultanément l'un et l'autre parti. A telle enseigne que le lecteur sensé qui cherchera une leçon sûre dans le journal qu'il croit impartial n'y retrouvera qu'une substance intellectuelle ou pseudo-intellectuelle ni poisson ni chair sans consistance et sans pensée.

Mais encore une fois il s'agit d'une affaire commerciale, non d'une affaire d'opinion et d'éducation des masses.

...Et voilà que la mode politique est soudain à gauche alors que l'organe qui nous intéresse avait jusqu'alors de secrètes faveurs à droite. Il convient d'opérer un « redressement » à gauche progressif et subreptice. La question est de garder en même temps les lecteurs de droite et ceux de gauche. Elle est rapidement résolue. L'annonce d'un roman dont l'auteur a la grosse cote maintiendra le trait d'union entre les opinions diverses.

Encore une fois c'est une affaire commerciale.

En bref, des marchands de papier vendent à de bonnes gens de tous poils, une quotidienne ration de malsaine émotion, d'erreurs grossières, de pornographie voilée — oh, si peu. C'est le bas trafic des tristes passions humaines, sous leurs formes les plus diverses et les plus malsaines.

C'est donc humain que « ça prenne ».

L'affaire est bonne. Le journal vit. Plutôt que d'éduquer ceux qui lui font, à leur insu, confiance, il orchestre ce qui hurle en eux, comme en tout homme de mauvais et fait toute idée « non commerciale ».

Entendons-nous, La presse qu'ici nous décrivons n'écarte point systématiquement tout ce qui est beau et noble, si cela peut se vendre, et se vendre bien. Nous connaissons pour notre part de courageuses enquêtes parues dans les colonnes de journaux que ces lignes incriminent. Le principal est que, nocive ou saine, la nourriture soit au goût du client.

Que nous sommes loin, n'est-ce pas, du rôle primordial et superbe qui doit incomber à la presse, du destin que nous lui assignons dans notre dernier article.

Qu'il est grand, à côté de cela, l'humble journal qui vit comme il peut, au jour le jour, quotidiennement épuisé par les efforts de ceux qui l'aiment.

Qu'il est grand, à côté de ces « grands confrères » le journal né d'un idéal, premier serviteur de cet idéal.

Certes sa vie matérielle est précaire. Avec, comme « actionnaires », tous ses lecteurs et amis — et ici la formule reçoit son sens total — il boucle difficilement quand il le boucle, un budget qui s'alourdit d'avantage chaque mois.

Certes, son courage d'aujourd'hui est fait aussi de l'inquiétude des lendemains aléatoires. Il donne aux indifférents l'impression d'être « en état permanent de mendicité ».

Mais les exemples sont splendides, à Paris, en Province, des dévouements multipliés qui sauvent tous les jours un peu plus le journal qu'ont voulu des hommes de bonne volonté.

C'est comme ce miracle qui recommence constamment. Mais le miracle existe et le journal vit. Il poursuit son œuvre contre tous ceux qui annoncent périodiquement sa mort et déchantent lamentablement à chacun de ses succès.

Si modeste qu'elle paraîsse, sa tâche apporte à l'édification de la cité la pierre d'angle qui sera peut-être le soutien le plus vrai de l'édifice en chantier.

Car il n'y a pas de petits journaux!

Il y a seulement de mauvais journaux... et quelques bons.

Nulle presse, si cachée qu'elle semble n'est à dédaigner. Quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle, elle a son destin, faste ou néfaste.

Il appartient à ceux qui savent que leur idéal est juste, de soutenir la presse — quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle — qu'ils ont voulu et qu'ils veulent garder.

Les journaux vivront pour eux, mais par eux. Un devoir impératif naît de cette situation. Lecteurs de ce journal même, il faut le comprendre, rien ne peut être vain de ce qui est écrit, si modeste que soit la plume, l'idée qui est notre idée exprimée peut être un moyen de salut.

Lecteurs de ce journal, notre devoir envers notre presse fait partie de notre mission.

Jean RICHARD.

cours. N'oublions pas que les jugements des Conseils de Prud'hommes ont force de loi, qu'ils tendent à compléter bien souvent des lois et conventions imparfaites et à en remplir l'office quand celles-ci font défaut.

Pour toutes ces raisons, il est indéniable qu'il faut s'attacher à élire à ces Conseils des représentants ouvriers qui connaissent parfaitement les besoins et les désirs justifiés des travailleurs, des représentants qui, par leur intégrité, leur vie professionnelle de chaque jour et leur sens critique averti, soient à même de défendre comme il convient leurs frères de travail.

Nous insistons donc pres de vous pour que vous fassiez tout ce qui est en votre pouvoir pour vous faire inscrire d'abord et inviter tous vos amis à en faire autant pour assurer, le moment venu, le maximum de succès aux candidats qui s'attacheront à faire prévaloir au sein de ces Conseils l'esprit chrétien.

Des élections régulières auront lieu cette année dans toutes les circonscriptions pour renouveler le tiers sortant. Quelles conditions faut-il remplir et comment s'y prendre pour se faire inscrire sur les listes électorales prud'homales? Qui est électeur? Qui est candidat?

Est électeur, tout Français inscrit sur les listes électorales politiques, âgé de 25 ans et exerçant son métier depuis au moins trois ans dont un an dans le ressort du Conseil ou il est appelé à voter. Egalement toute femme remplissant les mêmes conditions et justifiant, en l'absence de la qualité d'électeur politique, de sa qualité de Française (acte ou bulletin de naissance).

Pour être candidat tout électeur âgé de 30 ans, inscrit sur les listes électorales, toute personne remplissant les conditions requises pour y être inscrite, toute personne ayant rempli ces conditions pendant cinq ans au moins dans le ressort du Conseil.

Voici donc quelles sont les conditions pour être électeur prud'homme. Comment, pratiquement, demander son inscription sur les listes électorales?

Il faut remplir une feuille qui vous sera délivrée par votre syndicat sur votre demande et, ceci fait, la remettre à votre mairie en produisant un certificat d'exercice de la profession (Livret de travail, certificats de travail). Cette dernière formalité vous est évitée, en particulier à Paris en remettant votre demande à votre syndicat qui se chargera d'en faire le dépôt. (Pour la province et les communes de la Seine, renseignez-vous à votre syndicat, dans quelles conditions doit être fait ce dépôt. Il arrive, comme c'est le cas pour la Seine-et-Oise, que le lieu d'habitation ne se trouve pas dans le ressort du Conseil du lieu de travail. Il y a donc intérêt à demander son inscription au collège électoral de ce dernier (lieu de travail).

Les femmes doivent en outre fournir d'autres pièces:

1° Si elles sont mariées, veuves ou divorcées, soit leur livret de famille, leur acte ou bulletin de mariage, la carte d'électeur ou le livret militaire de leur mari, son acte ou bulletin de décès;

2° Si elles sont célibataires, soit l'acte, bulletin de mariage ou livret de famille de leurs parents, la carte d'électeur ou le livret militaire de leur père, le bulletin de décès de celui-ci.

Il ne vous reste plus maintenant qu'à vous demander instamment de vous préparer à ces quelques formalités. La prochaine période de révision des listes électorales est fixée du 1^{er} au 20 avril. Il faut, qu'à cette époque, vous soyez en mesure de demander votre inscription et, si quelque chose vous gêne, un renseignement vous manque, n'hésitez pas; harcelez vos syndicats, vos délégués de sections. Ils se feront un plaisir et un devoir de vous renseigner, de vous remettre des formules d'inscription, en un mot de vous faciliter celle-ci.

Et surtout ne dites pas: « Bah, une unité, est-ce que cela compte?... » C'est ainsi qu'on lie les défaites. De ces élections, plus peut-être que de beaucoup d'autres, dépend le sort des travailleurs. Nous sommes convaincus que vous aurez à cœur de répondre à notre appel, il y va de votre intérêt personnel et par répercussion de l'intérêt général. Nous comptons sur vous, pas d'abstention paresseuse, la classe ouvrière ne peut sortir de sa condition sans que chaque ouvrier fasse quotidiennement un effort personnel.

C'est compris, alors au boulot.

Jean GERSTEL,

Président de la Commission prud'homale du Syndicat ouvrier de la Métallurgie de Paris.

Informations techniques

La fabrication des écrous en série en Angleterre

Une maison de Coventry vient d'ouvrir un nouvel atelier pour la construction de machines à fabriquer des écrous en série.

Cette installation fabrique tous les genres d'écrous standards à une vitesse et à un prix de revient qui égale, dit-on les meilleurs types du Continent et d'Amérique qui, jusqu'ici, ont monopolisé les marchés anglais.

Plusieurs de ces machines ont déjà été construites dans les ateliers de Coventry. Le rythme de production, qui varie selon les grosseurs et la qualité du métal dont on se sert, va jusqu'à 200 écrous par minute.

NOTRE CARNET

Nous apprenons de Riom, la naissance de Pierre Rellier, un trieste fils de cette courageuse famille de travailleurs. « L'Ouvrier Métallurgiste » présente ses vœux les meilleurs pour la santé de Mme Rellier et du nouveau-né.

La Vie Fédérale et Syndicale

Aux Agents de maîtrise de la Métallurgie

Je tiens tout d'abord à remercier au nom de mes camarades la Direction du journal pour la bienveillante hospitalité accordée dans ses colonnes. Chaque mois les Agents de Maîtrise pourront ici échanger leurs idées, exposer librement leurs points de vue ou les confronter.

Rendre service, tel doit être notre premier souci. Pas de cloison étanche entre les différentes catégories d'une même profession, surtout pas de rivalités mais des contacts amicaux qui serviront l'intérêt de tous.

Pendant très longtemps les agents de maîtrise ont été réfractaires au groupement. Il leur semblait perdre une part de leur personnalité en s'affiliant à un syndicat. Il a fallu les événements de juin 1936 pour les obliger à sortir de leur isolement. Leur situation professionnelle qui les place entre intérêts contraires ou soi-disant tels, les expose à recevoir les coups des deux côtés. Ils doivent donc s'unir pour se défendre. Notre action peut être très féconde si nous savons prendre conscience de notre force. Le monde du travail cherche sa voie. Il cherche aussi des guides, des chefs.

L'ordre nouveau qui se bâtit sera ce que nous le ferons, mais nous devons tendre à un but plus élevé qui est de donner au travail sa vraie place dans la société.

Élévation sur le plan matériel de ceux qui travaillent. Montée de tous vers le mieux-être, mais n'oublions pas qu'un progrès n'est réel que s'il s'accompagne d'un gain moral, que tous droits acquis augmentent les devoirs.

Nous étudierons au cours de prochains articles les modalités de notre action pour atteindre ces buts.

Nous serions heureux de recevoir vos suggestions sur l'emploi des colonnes dont nous disposons dans « L'Ouvrier Métallurgiste ». Nous comptons aussi sur votre collaboration, envoyez-nous des articles ou sujets d'articles.

Ensemble nous ferons, en liaison avec nos camarades de la Métallurgie, d'excellent travail. Pénétrés de l'esprit de charité qui doit animer nos échanges de vues, et apportant dans les services rendus un entier désintéressement, nous sommes assurés d'un magnifique rayonnement. Les camarades qui viendront à nous devront sentir, dès le premier contact ce désir de collaboration dans le domaine des faits et cette recherche d'un ordre social meilleur. Ils s'intéresseront à la vie et aux progrès du syndicat dans la mesure où ils se sentiront libres et écoutés dans une atmosphère de fraternelle compréhension.

Raymond POUCH.

CALVADOS

Syndicat Chrétien de la Métallurgie du Calvados
37, rue Saint-Jean - Caen

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 13 FÉVRIER

Le président Lemaître ouvre la séance et donne la parole à notre secrétaire, le camarade Bousin qui nous fait un compte rendu de l'activité syndicale pour l'année écoulée : adhésion à trois conventions collectives (grosse métallurgie, industries mécaniques et métalliques, garages), participation aux congrès confédéraux et fédéraux.

Il est procédé au renouvellement du bureau ; les membres sortants sont élus.

Le camarade Lemaître rappelle les raisons de notre adhésion aux conventions collectives : ces conventions ne nous donnent pas entièrement satisfaction mais nous les signons pour faire entendre notre voix et intervenir lors de leur renouvellement. Nous avons déjà pu le faire pour la convention des garages et obtenir à nos camarades une augmentation de 10 p. cent sur leurs salaires.

Ayant ainsi souligné les résultats obtenus par le syndicat départemental, il passe en revue les derniers événements sociaux et, montrant que nous pouvons avoir confiance dans le syndicalisme chrétien, il termine par un appel pour la propagande.

CHER

Syndicat de la Métallurgie d'Ivoy-le-Pré et environs
C. F. T. C.

Lors de sa réunion mensuelle du 22 janvier, la Section d'Ivoy-le-Pré du Syndicat de la Métallurgie de Bourges, avait étudié très sérieusement sa constitution en syndicat.

Le 19 février c'était chose faite, et les militants de la première heure, Fouquet et Oriol, avaient le plaisir de présenter au délégué de l'Union Régionale du Centre, venu pour assurer une réunion générale, le Bureau du nouveau Syndicat ainsi constitué :

Président : Oriol Félix ;
Vice-Président : Fouquet ;
Secrétaire : Auger ;
Secrétaire Administratif : Ronsin ;
Trésorier : Talbot.

Avec ces camarades auxquels s'étaient joints les conseillers syndicaux, réunion de Bureau pour mise au point de tous les détails administratifs et commentaires divers d'ordre syndical, législatif et professionnel.

Puis ce fut devant la majorité

des adhérents les félicitations et encouragements à la nouvelle formation.

De dévoués et actifs militants la région, des adhérents convaincus a composé, ils ont obtenu déjà des réalisations fort appréciables parmi lesquelles l'élection de leurs candidats comme délégués du personnel et surtout leur convention collective qui comporte l'ajustement automatique des salaires proportionnellement à l'indice de vie et la procédure de conciliation et arbitrage préconisée par la C.F.T.C.

Ceci n'est-il pas l'indice d'un superbe avenir ?

Ensuite, présentation des ajustements de salaires hommes et dames qui vont être demandés au patron et étude des divers amendements qui seront à apporter au contrat, ce qui donna lieu à un vaste échange de vues.

Enfin le délégué de l'Union Régionale précisa les responsabilités de tout syndiqué chrétien, et termina, à la demande de l'auditoire, cette réunion très vivante et très intéressante en rappelant notre doctrine, nos principes et moyens d'action si préférables à tant d'autres et tellement plus constructeurs.

BOUCHES-DU-RHÔNE

MARSEILLE

Assemblée générale de janvier 1938

La séance commence à 18 h. 30. Le Secrétaire général remercie les camarades présents d'avoir répondu à l'invitation qui leur avait été adressée, après avoir donné lecture de l'ordre du jour fixé par le Conseil syndical, il présente le rapport moral qui met en relief l'action menée par le syndicat pendant l'année écoulée, des interventions auprès des Chambres syndicales patronales, notamment auprès de celle de l'automobile, il en résulte une augmentation des salaires, sans l'appui d'un mouvement quelquefois, fait par aussi de la signature du contrat d'apprentissage avec l'adite Chambre patronale.

Le Secrétaire termine en faisant un appel en faveur de la liberté syndicale, après plusieurs explications le rapport est adopté à l'unanimité.

Le Trésorier du syndicat donne lecture du rapport financier qui fait ressortir une bonne gestion, son rapport est adopté.

Le Secrétaire profite pour rappeler aux camarades présents de bien vouloir s'acquitter régulièrement de leurs cotisations et cela pour la bonne marche du groupement.

ORDRE DU JOUR :

Les adhérents du Syndicat des Ouvriers métallurgistes et Parties similaires, réunis en Assemblée générale le 11 janvier 1938,

Après avoir entendu les comptes rendus sur l'activité du Syndicat,

Affirment leur attachement au Syndicalisme chrétien, et confirment l'espoir qu'ils gardent en lui, tout pour cela confiance absolue à la C.F.T.C. et à leur Fédération de Métier,

Défenseurs de la liberté, renouellent leur attachement au libre choix par les intéressés de l'organisation syndicale qui répond à leurs aspirations,

Proclament leur volonté de voir s'instaurer une véritable démocratie syndicale, et s'élèvent contre tout monopole accordé à une seule organisation,

S'élèvent avec force contre toutes les manœuvres d'où qu'elles viennent, ayant pour but plus ou moins avoué de saboter les conventions collectives,

Font appel à la collaboration de tous les hommes de bonne volonté pour grossir les rangs du syndicalisme chrétien, défenseur de la famille et de la profession,

Adoptent les vœux suivants :
1° Partisans du retour de la mère au foyer, demandent que soit étudiée d'urgence un ensemble de mesures qui permettent aux foyers ouvriers de vivre sans faire appel au travail extérieur de la mère de famille. En particulier ils insistent pour que soit relevé sans retard dans la corporation de la Métallurgie, le taux des allocations familiales et pour que soit prévu, un système d'indemnités substantielles allouées aux pères de famille quand la mère reste au foyer ;
2° Attachés fermement aux principes de la liberté syndicale, ils revendiquent hautement le droit d'intervenir dans les conventions collectives, afin qu'il soit démontré que cette liberté est plus et mieux qu'un simple mot, qu'elle est bien une réalité.

CONSEIL SYNDICAL

Année 1938

Secrétaire général : Ottavio Pierre ;
Secrétaires adjoints : Mille Jules ;
Segantini Ulysse ;
Trésorier : Compératore Marius ;
Conseillers : Brignolito Hyacinthe ;
Capitant François ;
Canvin Mathilde ;
Bertrand Léon ;
Anclioti Ferdinand ;
Biaggini Jean ;
Vella François ;
Dumas Philémon ;
Peyron Albert.

A titre consultatif : Aristoges Abalant ;
Zimine Alexandre.

PUY-DE-DÔME

CLERMONT-FERRAND

Le 5 février avait lieu notre Assemblée générale.

Après les vœux présentés par notre Président à tous les membres en ce début de l'année, il ajoutait quelques mots pour que chacun fasse un effort pour aider la tâche des militants.

Le rapport moral présenté avec tact et beaucoup de précision par notre très dévoué secrétaire fut adopté sans discussion.

De même que le rapport financier fait par notre trésorier. Rapport capital puisque de lui dépend pour une bonne part, la vie de notre syndicat, il nous montra que si beaucoup d'argent passe entre nos mains il ne nous reste pas grand chose tous frais payés. Enfin, puisque nous avons pu faire face à toutes nos dépenses c'est l'essentiel.

Ensuite, il fut procédé à l'élection des membres sortants qui furent tous réélus ; une seule remarque, c'est que la place doit être moins enviable que celle de député car le scrutin fut très calme et peu de volontaires pour les emplois.

Sur proposition du président, adoptée à l'unanimité, il fut décidé de modifier notre titre syndical et de prendre désormais le titre suivant : « Syndicat chrétien de la Métallurgie et similaires de Clermont-Ferrand et région ».

Une réunion de bureau suivit notre Assemblée, mais ne changea à rien la composition du précédent bureau puisque ce furent les mêmes membres qui se trouvèrent réunis.

..

Un mot que j'adresse à nouveau à vous tous chers camarades, surtout à ceux qui n'ont pu assister à notre Assemblée générale, et ils furent nombreux, hélas, pour une réunion annuelle c'était peu encourageant de voir un effectif si restreint.

Payez vos cotisations régulièrement à vos collecteurs, parfois même d'avance est bien, mais il serait beaucoup mieux si vous voulez demander beaucoup à vos permanents, il vous faut les aider dans leur tâche parfois bien ingrate. Vous voyez chaque jour la C.F.T.C. en lutte pour se refuser à admettre l'ambition d'une catégorie de gens qui réclament pour eux seuls les prérogatives de défendre la classe ouvrière. Qu'avez-vous fait pour aider vos chefs. Cet appui s'apporte de façon différente, certes, mais plus particulièrement en venant aux réunions en répondant avec élan lorsqu'il vous est demandé un petit sacrifice, songez à ce moment à ceux qui s'imposent vos dirigeants.

Si vos camarades d'autres tendances n'ont pas peur d'afficher leurs idées et de déployer leur drapeau, pourquoi n'en serait-il pas de même de votre part ? Vous n'êtes pas et n'avez jamais été des froussards, alors portez fièrement votre titre syndical.

Songez au contrat collectif qu'il vous faudra à tout moment discuter et pour lesquels nous allons bientôt faire appel à votre bonne volonté.

Le président : G. REVOL.

RIOM

Continuant l'action syndicale courageusement entreprise dans de nombreux centres par nos camarades, Lacombas posait sa candidature aux récentes élections de délégués. Quelle ne fut pas sa surprise en constatant la sympathie qui lui a été témoignée par les camarades n'appartenant pas à nos organisations.

Certains qui, par avance, lui avaient fait confectionner chez le tailleur du coin un superbe costume ont été contraints, s'ils ne l'ont pas endossé eux-mêmes, de le laisser pour compte.

Nous sommes heureux de féliciter notre camarade d'avoir brisé le cercle dans lequel on voudrait enfermer les travailleurs pour leur imposer la dictature d'un Syndicat unique.

LOIRE-INFÉRIEURE

NANTES

Le Syndicat de la Métallurgie et parties similaires a tenu le dimanche 13 février dernier à 9 h. 30, la première réunion générale de 1938.

Pour la première fois depuis la création du Syndicat nous avons été heureux de remarquer une grande affluente de nos camarades qui ont répondu à notre appel au nombre de plus de deux cents.

C'est avec plaisir que nous avons constaté également que les questions soumises à l'ordre du jour, questions se rapportant à la situation financière du syndicat, à la révision de certaines conventions collectives en particulier, et de toutes les conventions en général, ont été examinées dans le plus grand calme et avec l'esprit qui doit animer les syndiqués chrétiens.

Nous remercions notre camarade Mabit qui nous a exposé la situation de la C.F.T.C. dans les événements actuels, et nous a encouragé à faire ajouter dans les conventions collectives les allocations familiales, l'indemnité pour la mère au foyer et surtout à demander l'application de l'échelle mobile des salaires, seul moyen efficace de sauvegarder la situation des travailleurs en face des variations du coût de la vie.

Cette réunion a été des plus encourageantes pour l'avenir, et nous remercions tous ceux qui y ont participé.

Les sentences arbitrales du Nord

Surarbitrage des conflits entre la Chambre Syndicale patronale métallurgique de Lille, d'une part, La Chambre syndicale ouvrière de l'Union de la Métallurgie de Lille et de ses environs, Et le Syndicat libre de la métallurgie de Lille et environs, d'autre part.

Je soussigné, Suquet, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, Directeur de l'école Nationale des Ponts et Chaussées,

Vu la dépêche en date du 19 janvier 1938 par laquelle M. le Sous-Secrétaire d'Etat de la Présidence du Conseil m'a confié la mission de surarbitrer les conflits survenus entre la Chambre Syndicale Patronale Métallurgique de Lille d'une part, la Chambre Syndicale Ouvrière de l'Union de la Métallurgie de Lille et de ses environs et le Syndicat Libre de la Métallurgie de Lille et environs, d'autre part,

Vu le procès-verbal en date du 5 janvier 1938 constatant le désaccord des arbitres M. Dauchez-Théry, Arbitre patronal, et M. Bourneon, Arbitre ouvrier, et le procès-verbal en date du 4 janvier 1938, constatant le désaccord des arbitres M. Dauchez-Théry, Arbitre patronal, et M. Botton, Arbitre ouvrier,

Considérant que le Syndicat Libre de la Métallurgie de Lille demande une augmentation globale de 11 pour cent qui pourrait se traduire :

1° Par une prime de vie chère établie sur le salaire moyen ;
2° Par une augmentation des allocations familiales tenant compte de la mère au foyer et dont le pourcentage et l'application resteraient à débattre entre les parties,

Considérant que l'accord n'a pu se faire au sujet de ces alignements, rajustement et relèvement, ce qui a nécessité l'arbitrage instructif et le présent surarbitrage,

Considérant que le Surarbitre a entendu, le 25 janvier 1938, en leurs observations verbales, M. Bourneon, Arbitre ouvrier, accompagné de M.M. Gauthier, Mangunne et A. Botton, Arbitre ouvrier C.F.T.C. accompagné de M. Moreau, Demize et Brulant,

Considérant que M. Dauchez-Théry, Arbitre patronal, a déclaré réserver ses observations pour un dossier à remettre au Surarbitre avec toutes explications complémentaires utiles,

UN PROCÈDE QUI DOIT DISPARAITRE

On nous signale un fait qui se passe fréquemment aux Chantiers des Batignolles où il existe plusieurs ateliers bien différents. Pour rentrer dans ces chantiers il faut, comme partout, préalablement faire un essai.

L'ouvrier ayant passé son essai est affecté à un atelier et payé suivant ses capacités d'après le tarif accepté au contrat collectif. Survient-il, pour une raison ou pour une autre, que cet ouvrier soit appelé à changer d'atelier, il doit alors subir un nouvel essai.

Après ce nouvel essai, bien souvent il n'est plus jugé apte à occuper un poste identique à celui qu'il occupait à la satisfaction de tous dans son ancien atelier. Naturellement son salaire subit une variation en rapport avec la sous-estimation qui a été faite dans son essai.

Peut-on concevoir qu'un ouvrier passant d'un atelier à l'autre ait perdu tout à coup de ses capacités ? ou ne faut-il pas attribuer cet état de choses à une influence, quelque peu arbitraire, mais à coup sûr intolérable ?

INDICE DU COUT DE LA VIE

L'indice du coût de la vie au 1^{er} février 1938 s'établit à 652,35 sur la base du chiffre 100 et 1914.

L'indice au 1^{er} janvier 1938 était de 641,53.

LE SALAIRE DES OUVRIERS DU BATIMENT

L'indice des prix de la ville de Nantes étant au 1^{er} février de 652,35, l'indemnité horaire de vie chère est, à dater du 1^{er} février, 0,60, en application des dispositions de l'arbitrage de Caillard.

PAS-DE-CALAIS

SAINT-OMER

REUNION DE CONSEIL

Le Conseil de la Métallurgie s'est réuni le lundi 7 février.

Au cours de la réunion des camarades furent désignés en vue de l'élaboration de deux conventions collectives intéressant notre profession.

Une élection complémentaire de délégué titulaire devant avoir lieu aux Fonderies Audomaroises, le conseil décide de présenter notre ami Paul Savary, Secrétaire Adjoint, pour représenter notre syndicat.

La prochaine réunion sera fixée par décision du prochain bureau.

Eugène PETITPRE.

Considérant qu'après avoir reçu ledit dossier et ceux que lui ont transmis M.M. Bourneon et Botton, le Surarbitre a donné connaissance à chacune des parties des indications des dossiers de l'autre partie, à la seule exclusion des indications ayant un caractère confidentiel : commercial ou bancaire,

Considérant que les salaires et allocations familiales actuels résultent :

1° Des accords Matignon ;

2° De la convention collective intervenue le 23 juillet 1936 entre la Chambre Syndicale de la Métallurgie de Lille et Environs, la Chambre Syndicale Métallurgique de Lille et Environs, le Syndicat des Constructeurs de Chaudronnerie de Lille et Environs, le Syndicat de la Fonderie de Cuivre de Lille et Environs ;

3° De la majoration de 20 pour cent pour la semaine de 40 heures ;

4° De la sentence arbitrale du 19 février 1937 de M. le Président Matter accordant une majoration de 10 pour cent des salaires, plus 1 pour cent pour les allocations familiales ;

5° De la sentence surarbitrale de M. le Conseiller M^{re} Pierre Brin, en date du 2 août 1937, accordant une majoration de salaire de 7 % à partir du 1^{er} août 1937, dont 5 % en fonction de l'élévation du prix de la vie, mais supérieur à cette élévation pour tenir compte de l'absence de rappel et 2 % « ne constituant qu'un élément de liquidation à intervenir à la suite de la publication des indices officiels de novembre 1937. Elle viendrait en conséquence en déduction des augmentations de salaires à verser le cas échéant en fonction de la comparaison des indices officiels 1^{er} mai 1937-1^{er} novembre 1937 » aux termes mêmes de la sentence.

Considérant que la hausse des salaires résultant des accords Matignon, de la convention du 7 juin 1936 relative à l'application de ces accords, des rajustements de salaires résultant de cette convention et de la convention collective du 23 juillet 1936, a été de 21,19 % d'après les moyennes comptables et que, par suite, l'augmentation finale après les sentences Matter et Pierre Brin a été, pour le salaire de quinzaine qui élimine l'influence de la semaine de 40 heures, égale à :

121,19 x 110 x 107 = 42,6 % à
121,19 x 111 x 107 = 43,94 % en tenant compte de l'augmentation de 1 % des allocations familiales de l'Arbitrage Matter.

Considérant que l'augmentation du coût de la vie entre mai 1936 et novembre 1937, calculée pour une famille ouvrière de quatre personnes ressort à

7869 — 5790
= 35,91 %

et que, par suite, le pouvoir d'achat des ouvriers métallurgistes de Lille est encore supérieur de 7,7 % (compte tenu de l'augmentation des allocations familiales) à ce qu'il était en mai 1936.

Considérant que d'après la sentence surarbitrale Pierre Brin, la majoration de 7 % qu'il a décidé le 2 août 1937 « comporte deux éléments distincts :

» Primo. — Une majoration de 5 p. cent établie en fonction de l'élévation des indices officiels du 1^{er} mai 1937, par rapport au 1^{er} février 1937 mais supérieure à cette élévation pour tenir compte de l'absence de rappel. Cette majoration de 5 p. cent règle définitivement la situation du 1^{er} février 1937 au 1^{er} mai 1937,

» Secundo. — Une majoration de 2 p. cent établie sur la base de renseignements officiels fournis par l'administration et inférieure aux marges du coût de la vie du 1^{er} mai 1937 au 1^{er} août de la même année. Au cas où malgré la volonté et les efforts courageux du Gouvernement, le prix de la vie ne se stabiliserait pas, la majoration de 2 p. cent ne constituerait qu'un élément de la liquidation à intervenir à la suite de la publication des indices officiels de novembre 1937. Elle viendrait en conséquence en déduction des augmentations de salaires à verser le cas échéant en fonction de la comparaison des indices officiels 1^{er} mai 1937-1^{er} novembre 1937. »

Considérant que l'arbitre patronal conclut du « primo » de cette sentence que, outre les 2 p. cent du « secundo », il y a lieu de faire état comme déduction dans la sentence à intervenir de 1, 13 p. cent égal à la différence des 5 p. cent du « primo » et de 3,87 p. cent correspondant à l'élévation du coût de la vie du 1^{er} février au 1^{er} mai 1937,

Mais considérant qu'à la suite de la première phrase du « primo » M. le Conseiller Maître Pierre Brin spécifie que « la majoration de 5 % règle définitivement la si-

ENCORE UNE GRÈVE POUR RIEN

La Compagnie des Clempleurs B. T., 500 ouvriers, ouvrières et employés.

Fin novembre 1937, ralentissement progressif et continu des heures de travail. Déjà, milieu décembre, l'horaire est ramené de 40 à 24 heures par semaine et la direction laisse prévoir des licenciements possibles si ce ralentissement continue... ce qui arrive le 12 janvier 1938. Ce jour-là, à 16 h. 55, 5 minutes avant l'arrêt du travail, 92 enveloppes contenant le préavis d'usage sont distribuées, 92 licenciements.

En des conjonctures semblables, notre position d'hier et celle de ce matin sont inviolables : s'efforcer d'abord de répartir le volume du travail sur l'ensemble du personnel pour éviter les licenciements et, si cela n'est pas possible, les effectuer au strict minimum en tenant compte de l'ancienneté et surtout des charges de famille.

Il semble qu'en cette occasion cette façon de procéder fut observée. Les erreurs peuvent se produire dans l'établissement de la liste des ouvriers qui seront licenciés, quatre se sont produits, dont trois ont été retenues par le surarbitre qui a rendu sa sentence le 12 février.

Mais de telles erreurs doivent-elles être le prétexte d'un mouvement imposé ?... Car, qu'on le veuille ou non, un fait demeure, l'unanimité n'a pas été réalisée, et de loin, dans le déclenchement de ce conflit et pour sa poursuite.

Bloquer les portes et les garder à vue, contraindre les gens à occuper cela c'est d'un autre temps, il faut que certains en prennent leur parti, la Démocratie ne peut le tolérer. Une femme, car femme il y a, représente-t-elle, à elle seule, l'ensemble du personnel ? ses désirs doivent-ils être pris pour des revendications acceptées librement par tous ?

UN BON SYNDIQUÉ

paye régulièrement sa cotisation !

Et pourquoi ces gens versatiles qui se proclament un jour pour et le lendemain contre... Ayez conscience de ce que vous faites, camarades, et vous éviterez ainsi, à des ouvriers qui n'en ont que faire, une situation des plus pénibles, tout en permettant une atmosphère favorable à résoudre un conflit.

Ce conflit a été pour nous symptomatique. En ces jours où l'on parle volontiers de colonisation, nous avons eu la surprise, au cours d'une réunion entre délégués C.G.T. et C.F.T.C., de nous entendre faire des offres de cartel par un de ceux-là. Sans doute, ces offres auxquelles nous ne pouvions répondre car trop de points nous séparaient, étaient loin d'être partagées par tous les délégués cégétistes. Mais alors, pourquoi nous les avoir faites puisque notre présence à la Commission départementale et notre intervention près du surarbitre n'eurent pas le don de vous plaire ? Domage, mais nous n'avons pas le goût d'être supplantés, ni frustrés.

Aujourd'hui le travail a repris. Six semaines de grève pour rien : les licenciements sont maintenus, sauf trois. Quand on pense que l'on aurait pu arriver au même résultat, peut-être meilleur même, par d'autres procédés, sans arrêter de travailler, sans faire perdre une somme importante de salaires à de nombreux ouvriers et ouvrières, on est effrayé par la somme de responsabilités qui retombe sur ceux qui déclenchent de tels mouvements et en assument la conduite.

Sans doute sont-ils encore nombreux ceux qui ne réalisent pas complètement la somme de ces responsabilités, qui continuent d'accorder leur confiance à des gens qui ne la méritent pas, incapables qu'ils sont de représenter la classe ouvrière, et qui ne le font que pour des fins dont les travailleurs n'ont pas besoin.

Il vous appartient donc à vous, camarades syndiqués chrétiens, en utilisant les leçons que nous donnent ces conflits douloureux de faire prévaloir l'esprit qui nous anime et, partant, de faire échec à des manœuvres qui ne laissent rien augurer de bon.

Jean LETSREG.

Les sentences arbitrales du Nord

tuation du 1^{er} février au 1^{er} mai 1937 « et que l'on peut ainsi penser qu'il n'y a plus lieu de faire état dans les surarbitrages ultérieurs du 1,13 p. cent ci-dessus, tandis qu'au contraire M. Pierre Brin est formel dans le « secundo » en ce qui concerne la nécessité de la déduction de 2 p. cent dans les augmentations à verser le « cas échéant » en fonction de la comparaison des indices officiels 1^{er} mai 1937-1^{er} novembre 1937 ».

Considérant que même en faisant déduction de cet élément de l'augmentation des salaires ci-dessus indiquée (43,94 p. cent), cette augmentation demeure de 41,84 p. cent, supérieure de 5,93 p. cent à l'augmentation du coût de la vie de mai 1936 à novembre 1937 (35,91 pour cent),

Considérant que si une telle hausse du pouvoir d'achat des ouvriers doit être vue avec faveur, ce qu'ont reconnu en particulier les accords Matignon, on doit cependant reconnaître comme l'ont déjà fait une série de surarbitrages, qu'on ne saurait établir entre les mouvements du coût de la vie et les salaires un parallélisme si étroit qu'il conduirait à une instabilité des prix incompatible avec les engagements commerciaux et risquerait de compromettre la prospérité et l'existence même des industries qui fournissent aux ouvriers leurs moyens d'existence,

Considérant que l'augmentation des prix qui réagit directement sur les approvisionnements et la hausse des salaires laquelle, compte tenu des lois sociales entraîne pour les industries un supplément de dépenses de 78 p. cent pour un même nombre d'heures de travail, occasionnent une augmentation corrélative des fonds de roulement compliquant la trésorerie des entreprises,

Considérant que ce qu'il convient d'éviter à tout prix dans l'intérêt des ouvriers c'est le chômage et, à fortiori, l'arrêt des industries et qu'à cet égard une réelle prudence s'impose,

Considérant d'ailleurs qu'en raison des exigences impérieuses de l'intérêt national, l'Etat, depuis mai 1936, a augmenté ses petits agents et fonctionnaires de 30 p. cent seulement et ceux plus élevés de notablement moins, alors que l'augmentation du coût de la vie pour la moyenne de la France était de 37 p. cent de mai 1936 à novembre 1937 d'après la statistique générale de la France et que, ce faisant, il a sans doute entendu marquer un freinage de la hausse générale des prix,

Considérant en ce qui concerne l'alignement des salaires minima de la convention collective de Lille avec ceux des salaires de la convention collective de Valenciennes, qu'il n'appartient pas au Surarbitre de remanier des conventions collectives que les parties ont librement acceptées,

Considérant, en ce qui concerne les allocations familiales que le barème en vigueur est, pour la métallurgie de Lille, le suivant :

par mois
Pour un enfant 34 fr.
— deux enfants 90 fr.
— trois enfants 200 fr.
et 175 francs par enfant supplémentaire,

que ce barème est, sauf le premier et le second enfant, plus avantageux que le barème que la Commission Départementale des Allocations Familiales du Nord a décidé d'adopter (1^{er} enfant 40 fr., 2 enfants 100 fr.) et que le relèvement du barème pour le premier et le second enfant au taux fixé par la Commission Départementale occasionnerait un supplément égal à 0,25 p. cent du montant des salaires,

Considérant que la réforme de « La Mère au foyer » qui vient d'être décidée par la Caisse du textile et sanctionnée par le surarbitrage de M. l'Intendant général Bernard du 31 décembre 1937 correspond à 0,50 p. cent des salaires, dans le textile, et à une attribution de 50 francs pour chaque mère restant au foyer, mais que, en raison du nombre beaucoup plus faible des femmes salariées dans la métallurgie, il n'est pas possible d'adopter de tels taux,

Considérant l'intérêt moral et social d'une pareille mesure surtout dans un grand centre comme Lille,

Considérant en ce qui concerne la rétroactivité que, sans qu'il y ait aucune mauvaise volonté des parties, la procédure de surarbitrage exige un certain délai, que la publication de l'indice du coût de la vie n'est intervenu que fin novembre, que certaines dépenses comprises dans cet indice sont en général effectuées avec un certain délai, enfin que l'application de la rétroactivité affecte gravement la trésorerie des Entreprises :

DECIDE :

1^o L'augmentation des salaires qui serait de six et demi pour cent, sera réduite à quatre et demi pour cent pour tenir compte de la sentence de M. le Conseiller Maître Pierre Brin comportant 2 p. cent à venir en déduction des augmentations de salaires à verser en fonction de la comparaison des indices officiels 1^{er} mai 1937-1^{er} novembre 1937 ;

2^o En outre 1 % du montant des salaires sera consacré :

a) au relèvement des allocations familiales à :

40 francs pour le premier enfant, 100 fr. pour le deuxième enfant, sans modification du barème en vigueur dans la métallurgie pour les autres enfants.

b) à l'attribution d'une allocation pour la mère de famille restant au foyer ;

3^o La majoration des salaires est allouée à partir du 1^{er} janvier 1938, mais pour faciliter l'application de ce rappel aux trésoreries des usines, les sommes correspondant au rappel du mois de janvier pourront être payées moitié en février, moitié première quinzaine de mars. Le relèvement des allocations familiales sera mis en vigueur pour le mois de février ; l'application de l'allocation de la Mère au foyer aura lieu à partir du mois de mars en raison du délai nécessaire à son organisation.

Fait à Paris, le 9 février 1938.
SUQUET.

NOTA

Pour les sentences des centres de Valenciennes, Maubeuge et Douai, l'ensemble des « considérants » étant sensiblement les mêmes que ceux de Lille, nous prions nos lecteurs de se reporter à ce centre, nous publions la partie de la sentence concernant la participation de nos organisations à l'arbitrage d'une part et, de l'autre, la majoration accordée par le surarbitre.

La rétroactivité des augmentations à dater du 1^{er} janvier, s'appliquant à toutes les sentences, nous ne la répéterons pas non plus, voir celle de Lille.

Surarbitrage des conflits entre :

Le Syndicat des Industries Métallurgiques de Valenciennes, d'une part,

Le Syndicat des Ouvriers de la Métallurgie de la Région de Valenciennes-Denain ;

Le Syndicat Régional des Travailleurs sur Métaux de Denain, Le Syndicat libre des Travailleurs sur Métaux de Valenciennes (C.F.T.C.), d'autre part,

Je soussigné, Suquet, Inspecteur général des Ponts et Chaussées, Directeur de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées,

Vu la dépêche, en date du 19 janvier 1938, par laquelle M. le sous-secrétaire d'Etat de la Présidence du Conseil m'a confié la mission de surarbitrer les conflits survenus entre le Syndicat des Industries Métallurgiques de Valenciennes, d'une part, le Syndicat des Ouvriers de la Métallurgie de la Région de Valenciennes-Denain, le Syndicat Régional des Travailleurs sur métaux de Denain et le Syndicat libre des Travailleurs sur métaux de Valenciennes (C.F.T.C.), d'autre part.

Vu le procès-verbal du 13 janvier 1938 constatant le désaccord des arbitres Pierre de Plumet, arbitre patronal et Bourneton, arbitre ouvrier, et le procès-verbal du 13 janvier 1938 constatant le désaccord des arbitres Pierre de Plumet, arbitre patronal, et Joseph Botton, arbitre ouvrier,

Considérant que par lettre du 18 décembre 1937, le Syndicat libre a confirmé sa demande :

40 à 90 francs par mois pour les célibataires de moins de 18 ans ; 100 francs par mois pour les célibataires de plus de 18 ans ; 190 francs par mois pour les célibataires soutiens de famille et pour les hommes mariés dont l'épouse n'est pas salariée ;

15 francs de majoration par enfant pour les allocations familiales, le tout à dater du 1^{er} novembre.

Considérant que l'accord n'a pu se faire au sujet de ces demandes, ce qui a nécessité les arbitrages infructueux et le présent surarbitrage,

Considérant que le surarbitre a entendu, le 25 janvier 1938, en leurs observations verbales, d'une part M. Bourneton, arbitre ouvrier, accompagné de MM. Boussein, gault, Cher, Musmeaux, Joly et Greffe, et M. Botton, arbitre ouvrier, accompagné de M. Brulant et, d'autre part, M. de Plumet, arbitre patronal, accompagné de M. Venot, et que, après avoir reçu les dossiers de chacune des parties, le surarbitre a donné connaissance de ces dossiers à l'autre partie à seule exclusion des indications ayant un caractère confidentiel, commercial ou bancaire.

Considérant, etc...

DECIDE :

1^o Les salaires actuels seront augmentés de 6 % (six pour cent). Cela tient compte de l'anticipation sur la hausse des salaires résultant de la sentence de M. le conseiller Porche.

SURARBITRAGE des CONFLITS

entre la Chambre Syndicale patronale des Industries métallurgiques de Maubeuge, d'une part, les Syndicats ouvriers de la Métallurgie de la Vallée de la Sambre, et le Syndicat libre des Travailleurs sur Métaux de Maubeuge, d'autre part.

Je soussigné, Suquet, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, Directeur de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées,

Vu la dépêche en date du 19 janvier 1938, par laquelle M. le sous-secrétaire d'Etat de la Présidence du Conseil m'a confié la mission de surarbitrer les conflits survenus entre la Chambre Syndicale Patronale des Industries Métallurgiques de Maubeuge, d'une part, les Syn-

dicats Ouvriers de la Métallurgie de la Vallée de la Sambre et le Syndicat Libre des Travailleurs sur Métaux de Maubeuge, d'autre part,

Vu le procès-verbal du 17 janvier 1938 constatant le désaccord entre les arbitres : M. Pompon, arbitre patronal, et M. Bourneton, arbitre ouvrier, et le procès-verbal du 18 janvier 1938 constatant le désaccord entre les arbitres : M. Pompon, arbitre patronal et M. Botton, arbitre ouvrier,

Vu la demande du Syndicat Libre tendant à ce que l'augmentation de 11,28 p. cent soit transformée en une prime fixe horaire calculée sur la moyenne supérieure des salaires, qu'une part en soit réservée pour les allocations familiales et qu'une prime spéciale soit donnée à la mère au foyer.

Considérant que l'accord n'a pu se faire au sujet de ces augmentations ce qui a nécessité l'arbitrage infructueux et le présent surarbitrage,

Considérant que le Surarbitre a entendu le 25 janvier 1938 en leurs observations verbales, d'une part M. Bourneton, arbitre ouvrier accompagné de MM. Brichtot et Doule, M. Botton accompagné de M. Villame et, d'autre part, considérant, etc...

DECIDE :

1^o L'augmentation des salaires qui serait de six et demi pour cent (6,5 %) sera réduite à quatre et demi pour cent (4,5 %) pour tenir compte de la sentence de M. le Conseiller Maître Pierre Brin comportant 2 p. cent à venir en déduction des augmentations de salaires à verser, en fonction de la comparaison des indices officiels du 1^{er} mai 1937-1^{er} novembre 1937.

SURARBITRAGE DES CONFLITS ENTRE :

La Chambre Syndicale Patronale de la Métallurgie de Douai et environs, d'une part,

Les Syndicats ouvriers Métallurgistes du Douais et le Syndicat Régional des Travailleurs sur Métaux de Douai, d'autre part ;

Je soussigné SUQUET, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, Directeur de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées,

Vu la dépêche en date du 19 janvier 1938, par laquelle M. le sous-secrétaire d'Etat de la Présidence du Conseil m'a confié la mission de surarbitrer les conflits survenus entre la Chambre Syndicale Patronale de la Métallurgie de Douai d'une part, les Syndicats Ouvriers Métallurgistes du Douais et le Syndicat Régional des Travailleurs sur Métaux de Douai, d'autre part.

Vu le procès-verbal en date du 17 janvier 1938 constatant le désaccord des arbitres Wiard, arbitre patronal et Bourneton, arbitre ouvrier et le procès-verbal du 20 janvier 1938 constatant le désaccord des arbitres Wiard, arbitre patronal et Botton, arbitre ouvrier,

Vu la lettre du 17 décembre du Syndicat Régional,

Considérant que l'accord n'a pu se faire au sujet de ces augmentations, ce qui a nécessité l'arbitrage infructueux et le présent surarbitrage,

Considérant que le surarbitre a entendu, le 25 janvier 1938, en leurs observations verbales, d'une part M. Bourneton, arbitre ouvrier, accompagné de MM. Lefebvre, Ponthieu et Tourbier, M. Botton, arbitre ouvrier accompagné de M. Denize, M. Wiard, arbitre patronal accompagné de MM. Arbel, Mailard et Laforet,

Considérant, etc...

DECIDE :

1^o Les salaires seront augmentés de 5,50 p. 100 (cinq et demi %).

2^o Les allocations familiales seront portées aux taux établis par la Commission Départementale des Allocations familiales du Département du Nord rappelé plus haut, correspondant à presque 1 % des salaires.

Sentence de M. Schneider

Ingénieur en chef des Mines à Béthune

Après avoir développé un certain nombre de considérants dans lesquels il indique qu'à la suite des divers rajustements intervenus, les salaires actuels donnent à l'ouvrier un pouvoir d'achat notablement diminué, que l'augmentation du coût de la vie est plus sensible aux salaires les moins élevés, que les arbitres C.G.T. et C.F.T.C. présentent des demandes extrêmement voisines,

Considérant d'autre part, que si l'indice de mai justifiait une nouvelle augmentation de salaires, celle-ci ne pourrait être fixée avant le 1^{er} juillet (?..)

Nous faisons toutes réserves sur ce considérant.

DECIDE :

Article premier. — Les salaires horaires seront augmentés comme suit : ouvriers, à partir de 18 ans, 0 fr. 27 de l'heure; ouvrières, à partir de 18 ans, 0 fr. 10.

Cette augmentation partira du 15 février 1938.

Les collaborateurs sont augmentés également, la majoration est calculée sur le salaire horaire moyen des ouvriers de chaque entreprise; le pourcentage ainsi obtenu est appliqué sans limite de plafond.

Le coût de la vie

Les indices

de la statistique générale de la France

La hausse des prix de gros, enregistrée en décembre 1937, après le palier des mois de novembre et d'octobre, s'est poursuivie pendant le premier mois de 1938. Elle affecte tous les postes de l'indice général des 45 articles, mais elle est beaucoup plus sensible pour les produits importés (plus 4,27 p. 100) que pour les produits nationaux (plus 0,46 pour cent). Cette différence s'explique par le reste en majeure partie par les mouvements du change pendant le mois de janvier.

Si l'on fait le point par rapport à l'an dernier, on constate une hausse générale d'environ 20 p. 100 beaucoup plus sensible au reste pour les produits nationaux que pour les produits importés.

L'augmentation annuelle des prix de détail a été plus sensible encore. Elle s'établit aux environs de 22 %, de même que celle de l'indice trimestriel du coût de la vie, pendant le dernier trimestre 1937, par rapport à la période correspondante de 1936, et cette hausse est certainement un symptôme particulièrement grave. Si la hausse des prix de détail se poursuit pendant février et mars à la cadence de janvier, c'est-à-dire de 3,4 p. 100 par mois, l'indice du coût de la vie en subira les répercussions immédiates, et c'est là une nouvelle cause de difficultés sociales dont on ne peut manquer de se préoccuper.

L'indice des prix de détail dit des treize articles, pour Paris, est en hausse de 29 points sur le précédent. Il s'établit à 688 en janvier contre 659 en décembre.

Le tableau ci-dessous donne, pour chaque mois, depuis janvier 1937, l'indice caractérisant les prix de détail pratiqués à Paris pour 13 denrées de première nécessité (pain, viande, lard, beurre, œufs, lait, fromage, pommes de terre, haricots, sucre, huile, pétrole, alcool à brûler) :

	1937	1938
Janvier	562	688
Février	577	
Mars	577	
Avril	580	
Mai	584	
Juin	576	
Juillet	580	
Août	594	
Septembre	627	
Octobre	644	
Novembre	645	
Décembre	659	

La moyenne de 1936 s'établit pour Paris à 470, contre 423 en 1935, 481 en 1934, 491 en 1933 et 536 en 1932. Pour les principales villes de France, la moyenne s'établit à 434 pour 1936, contre 395 pour 1935, 455 pour 1934, 475 pour 1933 et 532 pour 1932.

L'indice trimestriel (300 villes), s'établit pour le quatrième trimestre de l'année 1937 (novembre), à 620, en hausse de 53 points sur le précédent (567 en août).

NATURE DES INDICES	Janv. 1938	Déc. 1937	Janv. 1937	Déc. 1936	Augmentation de janvier 1938 par rapport à janvier 1937
Prix de gros :					
45 articles					
Indice général	612	601	513	499	+ 19,29 %
Produits nationaux	653	650	540	527	+ 20,92 %
Produits importés	537	515	464	450	+ 15,73 %
Denrées alimentaires	620	615	528	513	+ 17,42 %
Matières industrielles	605	591	501	488	+ 20,75 %
126 articles					
Indice général	637	631	538	519	+ 18,40 %
Produits agricoles et alimentaires	634	636	532	522	+ 19,17 %
Produits industriels	638	626	543	516	+ 17,49 %
Prix de détail :					
Indice général (34 articles)	693	676	567	550	+ 22,22 %
29 denrées alimentaires	690	675	568	550	+ 21,47 %
Coût de la vie à Paris :					
Indice général	658	630	540	504	+ 21,85 %
Alimentation	684	649	562	525	+ 21,70 %

Le coût de la vie dans les départements

	Nov. 1936	Févr. 1937	Mai 1937	Août 1937	Nov. 1937
Ain	99,3		102,0	107,3	112,8
Aisne	86,3	93,0	95,1	98,6	105,4
Allier	91,8	98,8	104,8	107,9	113,8
Alpes-Maritimes	89,5				
Ardennes	92,0	97,8	98,3	103,4	110,3
Ariège		92,9	94,8	97,0	102,6
Aude		100,9	100,4	107,7	115,3
Aveyron		95,3	95,7	103,0	105,8
Belfort	94,7	104,4	105,3	109,3	114,0
Calvados	88,8	95,2	102,8	102,9	109,8
Cantal	91,1	95,7	98,3	104,7	107,9
Charente	93,6	101,4	106,6	110,0	117,1
Charente-Inférieure	93,2	98,6		108,4	116,7
Corrèze	93,6	96,8	98,9	102,4	107,1
Côte-d'Or	91,7	100,2	103,2	107,5	113,5
Doubs	89,3	91,9	93,0	98,5	106,6
Eure	85,8	87,4	94,3	98,2	102,7
Eure-et-Loir	93,1	99,1	101,4	105,1	112,4
Finistère	95,4	99,7		107,7	114,0
Gard	87,3	94,5		97,6	105,8
Garonne (Haute-)	94,2	96,8	100,0	99,8	104,5
Gers	92,3	98,3	99,1	102,8	107,4
Gironde	88,9	95,6	96,2	103,1	108,7
Hérault	90,0	96,3	97,9		110,5
Ille-et-Vilaine	90,5	95,2	97,6	99,9	106,8
Isère	90,2	95,1	98,4	103,4	106,9
Jura	87,2	91,6	94,1	97,8	104,7
Landes	85,9	92,2	98,7	99,5	108,2
Loire	98,0	102,6	107,6	110,1	115,7
Loire-Inférieure			102,3	105,2	
Loiret	90,2	95,0	99,5	108,2	113,5
Lot	84,6	88,7	94,1	100,4	105,0
Maine-et-Loire	91,1	95,5	101,3	101,3	109,1
Marne	93,1	97,0	100,6	103,6	114,2
Marne (Haute-)	95,6	98,5	105,1	107,6	113,5
Mayenne	89,7	99,5	106,9	111,4	115,0
Meurthe-et-Moselle	94,5	97,9	101,0	104,4	110,6
Meuse	91,8	98,0	97,3	102,7	108,5
Moselle	90,3	96,6	98,2	102,2	108,5
Nièvre		92,0	95,2	97,3	103,5
Nord	89,7	96,0	99,7		111,0
Oise	87,6	92,8	95,7	98,1	107,9
Orne	92,5	99,4	101,9	107,9	115,7
Pas-de-Calais	88,0	93,2	95,8	101,2	110,2
Puy-de-Dôme	92,6	96,2	99,7	102,5	108,0
Pyrénées (Hautes)	92,0	93,9	96,7	101,7	104,3
Pyrénées-Orientales	92,2	94,5	97,8	105,2	109,3
Rhin (Bas-)	92,9	99,0	103,1	107,7	112,4
Rhône	88,1	94,0	97,1	100,3	107,3
Saône-et-Loire	96,1	102,3		108,9	115,9
Sarthe	89,9	96,2	99,5	104,1	111,7
Savoie	90,4	94,5	98,8	105,2	110,4
Seine	91,9	98,5	102,2	106,9	114,2
Seine-Inférieure	91,8	97,3	101,0	103,5	114,7
Somme	91,8	98,1	99,2	104,3	111,6
Tarn	84,3	88,4	89,9	94,1	99,8
Tarn-et-Garonne	87,5	90,5	91,9	94,5	101,1
Vienne	100,4	102,4	103,4	111,6	118,3
Vienne (Haute-)	95,0	101,9	104,5	107,5	111,4
Vosges	98,2	102,2	104,5	108,6	114,0
Yonne		100,2	103,2	109,6	114,3
Moyennes	91,1	96,5	99,4	103,8	110,0